

Étude de contexte et propositions pour la mise en place d'une démarche participative pour la gestion du Bien naturel Unesco Porto-Scandola (Corse)



Février 2015

Master 2 Espace et Milieux
UFR GHSS et UFR SDV
Université Paris Diderot – Paris 7

Résumé

Etude de contexte et propositions pour la mise en place d'une démarche participative pour la gestion du Bien naturel Unesco Porto-Scandola (Corse)

1. Analyse de la situation locale à partir des entretiens menés auprès de 30 acteurs locaux

- *Diagnostic territorial*

À l'issue des 30 entretiens, le caractère exceptionnel du site, sa beauté et sa qualité écologique et paysagère ressortent très fortement. Beaucoup reconnaissent l'intérêt du label Unesco constituant une vitrine internationale pour la région et un précieux atout touristique.

La dimension touristique est très présente dans les entretiens. Elle est souvent mise en avant car les acteurs du territoire vivent majoritairement du tourisme. Parfois, elle est mise en opposition aux activités économiques traditionnelles qui seraient progressivement marginalisées voire abandonnées. La quasi-totalité des personnes interrogées s'accordent également pour relever la sur-fréquentation du site et ses impacts environnementaux. Beaucoup mentionnent les impacts négatifs sur l'espace maritime et notamment dans la Réserve Nationale de Scandola (RN) : dérangement des balbuzards pêcheurs, destruction des trottoirs calcaires, pollutions aux hydrocarbures, pollutions par rejets de déchets, infrastructures sous-dimensionnées, etc.

L'un des aspects les plus importants, apparu implicitement dans les entretiens, est la méconnaissance de la délimitation géographique du site Unesco. Nombre de personnes la confondent avec la RN de Scandola ou la réserve MAB du Fango (RB), d'où la difficulté de traiter certains entretiens car maintes remarques s'adressaient non pas au site Unesco mais à la RN par exemple. Une confusion s'observe également entre les contraintes du site classé et le label Unesco. Tout ceci est en lien avec le déficit d'information et de communication évoqué par un grand nombre d'acteurs interrogés : ces derniers déplorent de ne pas être assez informés de ce qui passe sur le site ou des actions qui y sont menées. La complication territoriale due aux multiples champs de protection et de découpages administratifs (effet de « mille-feuille ») ajoute à la complexité et aboutit à un manque d'appropriation du site et d'investissement des acteurs locaux.

Les personnels du Parc Naturel Régionale de Corse (PNRC) et les gestionnaires d'espaces naturels agissant dans notre périmètre d'étude ont également relevé cette carence en communication, à la fois entre le PNRC et la population locale mais également entre les différents gestionnaires territoriaux dont les échanges semblent insuffisants.

Même si la figure tutélaire du maire reste très présente dans les entretiens, un grand nombre de personnes nous ont dit être prêts à participer directement ; toutefois, la plupart réclame plus de l'information qu'une réelle participation. Il semble que le concept de démarche participative ne paraît pas évident auprès des personnes interrogées, sans doute plus en raison d'une méconnaissance que d'un manque d'envie. Un tel constat ne peut que conforter la volonté d'établir une démarche participative, cohérente avec les idéaux et les attentes de l'Unesco, pour établir un nouveau mode de communication et contribuer à la mise en place d'une future gouvernance partagée et co-construite.

- *Propositions de gestion évoquées par les acteurs interrogés*

Parmi les propositions de gestion émanant des acteurs interrogés, on peut citer celles concernant la fréquentation touristique. Outre une régulation des flux de touristes, certains proposent aussi une meilleure répartition spatio-temporelle. Il s'agirait d'un redéploiement dans l'espace (amener les touristes à visiter l'arrière-pays pour désengorger le littoral) mais également dans le temps en proposant une offre touristique hors-saison.

De nombreuses propositions portent sur la sur-fréquentation du site et la préservation de son environnement. Cela concerne la batellerie avec une régulation du trafic des bateaux et le passage aux moteurs hybrides ou électriques afin de limiter la pollution par les hydrocarbures et une meilleure sensibilisation du public (les acteurs économiques ou toute la population selon les différents avis). Cette sensibilisation pourrait s'effectuer par une charte de bonnes conduites, des stages de formation ou par des interventions auprès des visiteurs. Ces actions contribueraient à une meilleure information vis-à-vis du site. Les personnes interrogées sont en demande de réunions, de bulletins d'information mensuels ou annuels pour mieux connaître ce qui se passe au sein du site Unesco.

En lien avec la confusion causée par le « mille-feuille » territorial, les acteurs interrogés souhaiteraient qu'une personne référente incarne le site Unesco pour une représentation plus visible.

Enfin, la question de la gestion même du site est très largement ressortie chez plusieurs catégories d'acteurs interrogés. Beaucoup souhaiteraient voir une gestion transversale entre les différents espaces protégés et labellisés. Cela contribuerait notamment à mettre en cohérence le « mille-feuille » territorial au profit d'une gestion intégrée et coordonnée des différents espaces. Certains proposent un plan de gestion commun, d'autres la création d'un Conseil Scientifique unique et commun à tous les sites. Cela faciliterait la communication entre les différents gestionnaires et permettrait une meilleure cohérence entre les actions. La question du périmètre est d'ailleurs assez présente dans les entretiens, soit évoquée directement, soit sous-entendue. La question de l'extension des périmètres est souvent abordée comme celle de la RN ou de la RB.

2. Propositions d'actions pour la mise en place d'une démarche participative pour le site Unesco Porto-Scandola

Le 13 Février 2015, une réunion-atelier a été organisée à la mairie de Partinello(Corse-du-Sud) afin de mettre en situation de démarche participative un ensemble d'acteurs locaux invités. Cette initiative entendait initier une participation citoyenne fictive en plaçant les invités devant 3 scénarios (un scénario d'information, un scénario de consultation et un scénario de concertation). L'envie de participation, d'information et d'intégration (cf. entretiens + atelier) à la gestion de ce territoire nous ont conduits à proposer des pistes de gestion partagée en nous fondant sur les différents degrés de la participation citoyenne (figure 1).

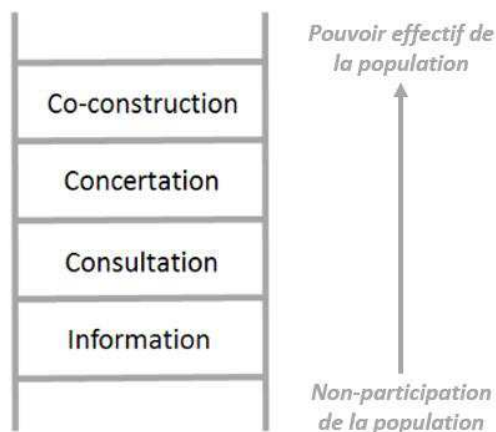


Figure 1 : L'échelle de la participation citoyenne (d'après Arnstein, 1969).

Au préalable, des réunions d'information pourraient être mises en place à l'intention de la population locale. Outre ces réunions, des guides sur les multiples réglementations et sur le site Unesco seraient distribués à la population et aux touristes. Cette communication pourrait être aussi diffusée par les médias locaux ou par voie d'affichage (mairies, offices de tourisme...). Cette étape d'information permettrait de créer une identification collective et une base commune.

L'étape suivante aurait pour objectif d'intégrer une réelle action du citoyen. Il ne suffit plus de lui demander son avis, il doit avoir le sentiment d'agir sur son territoire. Un grand nombre d'outils sont disponibles pour mettre en place une réelle concertation :

- Favoriser le dialogue sur place avec tous les acteurs en privilégiant l'interactivité (participation collective, réunions en ateliers, méthodes plus ludiques...).
- Organiser un forum citoyen à partir de réunions participatives (travail en petits groupes où les idées proposées sont validées ensuite par l'ensemble des participants).
- Créer des journées de formation pour les acteurs économiques réunis selon leurs secteurs d'activités (batellerie, hébergement, commerce...).
- Méthode ARDI (Acteurs - Ressources - Dynamiques – Interactions) (atelier, co-construction de projet).

Dans l'optique de mettre en place une co-construction de la gestion du site Unesco, une conférence pérenne pourrait épauler le gestionnaire-référent du site en intégrant les acteurs du territoire : des acteurs économiques, politiques mais aussi de simples citoyens selon le principe que tout habitant du territoire serait membre de droit de ce comité. Ce dernier pourrait être le lieu de mise en commun du travail des différentes réunions participatives.

Il est essentiel de songer à une représentation de tous pour une meilleure appropriation collective du site. La démarche participative devient ainsi un outil et un objectif pour le site Unesco au profit d'une gestion transversale et partagée qui pourrait être applicable à un territoire élargi plus cohérent.